



Thinking Africa

## *NOTE D'ANALYSE POLITIQUE*

# LES THINK TANKS ET LA RÉINVENTION DE LA DIPLOMATIE AFRICAINE

**Par Victoria Madonna**

Victoria Madonna est diplômée d'un master en relations internationales à l'université de Paris Sorbonne. Membre de Thinking Africa depuis 2014, elle a aussi travaillé en tant qu'assistante de recherche chez International Crisis Group, au Kenya. Après une expérience de quelques mois en administration, au ministère de la Défense (département Afrique de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie) puis au ministère des Affaires étrangères (Direction de coopération de sécurité et de défense), elle s'est orientée vers les ONG. Elle a effectué plusieurs missions en Afrique comme chargée de suivi et d'évaluation chez ACTED, en République démocratique du Congo et en Centrafrique, où elle travaille actuellement.

## SOMMAIRE

L'entrée en jeu des think tanks africains sur l'échiquier diplomatique international

- A. Une compétition dominée par les Américains
- B. De nouveaux acteurs africains en quête de légitimité
- C. Les think tanks face à l'autoritarisme politique : une partie perdue d'avance ?

Influencer l'avenir du continent

- A. Le plaidoyer au cœur de la stratégie des think tanks
- B. L'Afrique des idées
- C. Des partenaires stratégiques : entre défis et opportunités

## CONTEXTE

Les think tanks ont émergé sur la scène internationale dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle mais plus tardivement en Afrique, notamment en raison des régimes politiques autoritaires, qui ont censuré tout pluralisme des idées jusqu'à la fin des années 1980. Les nouvelles dynamiques géopolitiques actuelles, qui embrassent le mouvement du multipolarisme, invitent à réfléchir de nouveau sur le rôle des think tanks en Afrique. Face au rejet de l'establishment politique traditionnel et avec l'explosion des nouvelles technologies de l'information et de la communication, les think tanks africains ont un rôle à jouer pour peser dans l'agenda international. Ils doivent utiliser leur activisme scientifique pour engager chercheurs, politiciens et acteurs de la société civile dans le débat des idées.

## IDÉES MAJEURES

– La révolution des technologies de l'information et de la communication et la complexité technique croissante des problématiques politiques qui ont accompagné la globalisation, ont permis un véritable essor des think tanks sur la scène internationale au XXI<sup>e</sup> siècle ;

– Les relations entre think tanks et gouvernements africains en sont à leur balbutiement mais les exemples de collaboration entre ces différents acteurs montrent que les sociétés et les décideurs africains sont ouverts au pluralisme des idées ;

– Pour les décideurs qui savent les exploiter, les think tanks peuvent constituer de véritables outils d'influence au service de leur politique extérieure, tout en conservant leur indépendance intellectuelle et financière ;

– Le monde de la coopération internationale est celui de la lutte des idées, des pouvoirs politiques et économiques et il faut garder en tête que toutes les institutions et les individus soutiennent chacun leurs propres intérêts latents ou visibles dans un domaine donné.

## RÉSUMÉ

La révolution des technologies de l'information et de la communication et la complexité technique croissante des problématiques politiques qui ont accompagné la globalisation, ont permis un véritable essor des think tanks au XXI<sup>e</sup> siècle. Aujourd'hui, le paysage international est largement dominé par les think tanks américains, dont le budget annuel peut atteindre 120 millions de dollars. En comparaison, les think tanks africains ne disposent que de peu de moyens et reposent pour beaucoup sur le bénévolat de leurs membres. Très dépendants des bailleurs internationaux, ils sont souvent perçus comme une menace par les régimes politiques autoritaires, qui les accusent d'être instrumentalisés par l'Occident. Pourtant, les think tanks africains font preuve de plus en plus d'ingéniosité et de créativité pour se distinguer des ONG et des organisations internationales avec lesquelles ils partagent les mêmes espaces. Dans plusieurs pays d'Afrique, les exemples de collaboration entre think tanks et pouvoir politique se multiplient. Ceci montre que les sociétés africaines sont plus ouvertes au pluralisme des idées et que certains gouvernements ont compris que les think tanks pouvaient participer au processus de réflexion politique, constituer de véritables outils d'influence au service de leur politique extérieure, tout en conservant leur indépendance intellectuelle et financière. Dans notre monde multipolaire, les acteurs politiques internationaux sont d'ailleurs de plus en plus nombreux à s'intéresser aux think tanks africains. Ils ont pris conscience qu'ils pouvaient être les acteurs diplomatiques de demain et de futurs partenaires stratégiques. Il revient alors aussi aux diplomates africains d'investir dans le développement des think tanks, pour leur permettre de maximiser leur pouvoir d'influence, dans le cadre de relations bilatérales et multilatérales avec d'autres pays.

## PROBLÉMATIQUE

Quel pouvoir d'influence ont les think tanks africains pour peser dans les relations diplomatiques sur le continent et avec le reste du monde ? Leur activisme scientifique permet-il vraiment d'engager chercheurs et politiciens dans le débat des idées et dans le débat politique ?

## INTRODUCTION

L'Afrique post-coloniale a souvent fait office de laboratoire ambulatoire, dans lequel des idées inventées ailleurs ont été expérimentées localement et inadéquatement, comme pour tester les différents paradigmes qui ont cherché à expliquer l'Afrique. La faillite de ces paradigmes et la persistance de la légèreté avec laquelle la question de la recherche est abordée invite à un nouveau questionnement sur le rôle et de la place des think tanks en Afrique.

Les think tanks émergent sur la scène internationale dans la deuxième partie du XX<sup>e</sup> siècle. Depuis, leur nombre n'a cessé de croître partout dans le monde. Aujourd'hui il en existe 7815, recensés par le Programme pour les think tanks et la société civile de l'université de Pennsylvanie<sup>1</sup>. Les think tanks peuvent être des organisations de droit public ou privé, composées de chercheurs et d'experts, qui produisent des analyses et présentent leurs conclusions sous forme de recommandations politiques. Il s'agit généralement d'organisations à but non lucratif, reposant sur une structure pérenne. Elles peuvent être indépendantes ou affiliées à un gouvernement, un parti politique ou une université.

Dans un rapport publié en septembre 2016, Yves Saint-Geours écrit qu'un think tank doit «étudier en universitaire, penser en politique, parler en journaliste». Cette affirmation a été reprise et discutée à l'occasion d'une conférence organisée à Paris par l'Institut des relations internationales et de la stratégie (IRIS), en janvier 2017, sur le thème de «Les Think Tanks plus nécessaires que jamais?». Si le rôle et la position des think tanks dans le champ politique anglo-saxon semble bien accepté, en France, où leur apparition est plus récente, ce positionnement reste flou. Qu'en est-il en Afrique? Aujourd'hui, quel pouvoir d'influence ont les think tanks africains pour peser dans les relations diplomatiques sur le continent et avec le reste du monde? Leur activisme scientifique permet-il vraiment d'engager chercheurs et politiciens dans le débat des idées et dans le débat politique?

La révolution des technologies de l'information et de la communication et la complexité technique croissante des problématiques politiques qui ont accompagné la globalisation, ont permis un véritable essor des think tanks sur la scène internationale au XX<sup>e</sup> siècle. Ces facteurs conduisent, parallèlement les think tanks à s'adapter aux dynamiques et aux exigences nationales et internationales. La production des savoirs ne suffit dorénavant plus pour peser dans le débat des idées. Ces organisations doivent également inventer des stratégies innovantes pour délivrer le bon message, au bon moment et aux bonnes personnes. Mettre en place une telle stratégie nécessite des moyens humains et financiers importants. En Afrique, beaucoup d'entre elles ne possèdent que de faibles ressources et reposent largement sur bénévolat de leurs membres. Il leur est alors difficile d'émerger sur la scène internationale. Pourtant, le continent est

1. MCGANN James G.; 2017 Global Go To Think Tank Index Report; University of Pennsylvania; Mars 2018.

au cœur des enjeux internationaux du XXI<sup>e</sup> siècle. La migration, le changement climatique, les ressources naturelles, les terres rares, la révolution agricole, la lutte contre la pauvreté et les questions relatives aux modalités de gouvernance constituent quelques éléments représentatifs des problématiques pour lesquelles un réel besoin d'expertise s'impose. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si l'Afrique était à l'agenda du G20 allemand de 2017. À côté de ces nombreux défis à relever, le continent bénéficie d'une croissance démographique exponentielle, de ressources considérables, d'un potentiel de développement énorme et d'une jeunesse qui commence à être novatrice<sup>2</sup>. Alors que de plus en plus d'experts s'accordent pour dire que le XXI<sup>e</sup> siècle est celui de l'Afrique<sup>3</sup>, les think tanks africains ont une vraie carte à jouer pour faire entendre leur voix dans les débats internationaux.

## I - L'ENTRÉE EN JEU DES THINK TANKS AFRICAINS SUR L'ÉCHIQUIER DIPLOMATIQUE INTERNATIONAL

### A) Une compétition dominée par les Américains

Depuis les années 2000, les relations internationales ont été bouleversées par l'émergence de nouveaux acteurs et par la complexité croissante de l'agenda international. Cette évolution a aussi forcé les think tanks à modifier leur stratégie pour assurer la vitalité de leurs idées dans les enceintes décisionnelles.

Depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, les guerres interétatiques ont diminué pour laisser la place à de nouvelles menaces protéiformes et transnationales, apparues avec l'amplification des flux migratoires, la multiplication des réseaux criminels et terroristes organisés et des zones grises qui échappent au contrôle des États. En quelques années, la question de l'insécurité est devenue omniprésente dans le débat public<sup>4</sup> et a donné lieu à une montée en puissance des mouvements populistes et radicaux. L'élection de Donald Trump aux États-Unis et le Brexit témoignent aussi d'une lassitude envers les élites politiques traditionnelles. L'Amérique de Trump et les Anglais suppor-

2. AFP, En Afrique, un bouillonnement de start-up qui commence à attirer les investisseurs, Le point, avril 2018, [https://www.lepoint.fr/high-tech-internet/en-afrique-un-bouillonnement-de-start-up-qui-commence-a-attirer-les-investisseurs-22-05-2018-2220367\\_47.php](https://www.lepoint.fr/high-tech-internet/en-afrique-un-bouillonnement-de-start-up-qui-commence-a-attirer-les-investisseurs-22-05-2018-2220367_47.php)

3. SEVERINO Jean-Michel, RAY Olivier, Le temps de l'Afrique, Odile Jacob, 2010.

4. ROBERT Philippe, ZAUBERMAN Renée, Du sentiment d'insécurité à l'Etat sécuritaire, Le bord de l'eau, Broché, 2017.

teurs du Brexit remettent en cause le fonctionnement du système global dans son ontologie et dans ses pratiques universalistes et internationalistes. Face à ce rejet de l'establishment politique, les think tanks ont un rôle à jouer pour peser dans l'agenda international.

L'essor des technologies de l'information et de la communication engendre une accélération des flux d'informations partout dans le monde. La presse en ligne se développe considérablement et fournit une information permanente. Même les particuliers peuvent devenir des diffuseurs d'information grâce aux blogs et aux réseaux sociaux. Les ONG et les lobbies utilisent également internet pour promouvoir leurs idées et gagner en visibilité. Les think tanks sont donc en compétition avec un nombre grandissant d'acteurs qui diffusent de l'information dans le monde entier. L'accélération des flux d'information et des progrès technologiques a aussi eu pour conséquence de raccourcir le temps de décision politique. Les décideurs n'ont parfois pas le temps de lire plus de 30 minutes par jour<sup>5</sup>. Pour les interpeller, il faut leur fournir une information claire et synthétique. Un rapport de la Banque mondiale publié en 2014 révélait qu'un tiers de ses rapports n'avait jamais été téléchargé et que 40 % l'avait été moins de 100 fois<sup>6</sup>. Ceci ne signifie pas que la publication de rapports est devenue totalement obsolète mais qu'elle n'est plus le principal canal de diffusion d'information. L'infographie, les vidéos, les tweets sont autant de nouveaux supports de communication que les think tanks doivent s'approprier pour diffuser leurs messages rapidement. Cependant, ce pluralisme de média ne garantit pas la qualité de l'information. Il facilite même la propagation des «fake news»<sup>7</sup> et à terme, risque de limiter les vraies réflexions sociétales pour répondre aux impératifs de marketing, contrôlés par une poignée de sociétés multinationales et d'individus capitalistes.

La compétition pour la production et la diffusion de l'information est également exacerbée par le fait qu'il y a moins de ressources disponibles. Les donateurs institutionnels qui accordaient des financements sur le long terme sont moins nombreux qu'avant, forçant les think tanks à rechercher des financements auprès d'autres bailleurs et du secteur privé (entreprises, fon-

dations privées, particuliers). En France par exemple, l'Institut français des relations internationales (IFRI) tire aujourd'hui 54 % de ses ressources de contrats financés par les multinationales pour des analyses stratégiques<sup>8</sup>. En Afrique en revanche, malgré l'absence de données précises, plusieurs observateurs estiment la quasi-totalité des think tanks africains restent financés par des subventions publiques, des campagnes de levées de fonds et des appels à projets. Cela pose la question de l'indépendance et de la viabilité à long terme pour les think tanks qui n'arrivent pas à diversifier leurs sources de financement.

Aux États-Unis, le statut 501-C3 prévoit des réductions d'impôts pour les donateurs et les think tanks peuvent notamment bénéficier d'allègement des charges sociales<sup>9</sup>. Ces incitations expliquent que certains think tanks, comme Brookings Institute ou Heritage Foundation, aient des budgets annuels qui varient entre 80 et 120 millions de dollars. En comparaison, l'IFRI, qui est le plus grand think tank français, a un budget de 6,1 millions d'euros. De tels moyens contribuent à la prédominance des think tanks américains sur la scène internationale. Ces derniers représentent 25 % du nombre total de think tanks dans le monde<sup>10</sup>. Dans le pays de l'oncle Sam, l'individualisme et la recherche du profit déterminent comment les investissements sont repartis et gérés. Cependant, les think-tanks d'utilité publique (ou d'intérêt général) sont considérés comme charitables et socialement respectables dans la culture politique américaine. Ils sont supposés contribuer au progrès intellectuel et social du pays et font partie du système du «welfarisme» américain.

Au-delà de l'aspect financier, l'enracinement des think tanks dans la société américaine est profondément lié à son modèle économique libéral : d'un côté, l'existence d'un milieu d'affaires puissant qui a mis en place sa propre machine de production intellectuelle, et de l'autre, la faiblesse relative des institutions étatiques qui auraient pu constituer une alternative à ces «réservoirs d'idées». Surtout, les think tanks ont bénéficié de la pratique du «revolving door», communément admise aux États-Unis, qui facilite la circulation des élites entre le secteur privé et le secteur public et fait des think tanks des acteurs incontour-

5. Op. cit. James G. McGann.

6. Op. cit. James G. McGann.

7. Fake news et post-vérité : 20 textes pour comprendre et combattre la menace, The Conversation, juin 2018, [https://cdn.theconversation.com/static\\_files/files/160/The\\_Conversation\\_ebook\\_fake\\_news\\_DEF.pdf?1528388210](https://cdn.theconversation.com/static_files/files/160/The_Conversation_ebook_fake_news_DEF.pdf?1528388210)

8. FABRE Thierry ; La vérité sur le financement des think tanks ; Challenges ; septembre 2015.

9. CHANCE Alek ; Think Tanks and Tax Status : A note on the 501(c)3 and 501(c)4 Tax Categories ; On Think Tanks ; June 2016.

10. Op. cit. James G. McGann.

nables de la diplomatie. En France, tout ce qui a trait à l'influence est associé à la promotion d'intérêts privés au détriment de l'intérêt général. Cette conception péjorative des think tanks a considérablement freiné leur montée en puissance. En Afrique, c'est la concentration du pouvoir entre les mains de régimes autoritaires après les indépendances qui a longtemps retardé l'émergence de ces institutions.

### **B) De nouveaux acteurs africains en quête de légitimité**

Les politiques relatives à la colonisation de l'Afrique par les États européens n'ont pas favorisé la production d'intellectuels Africains, capables de se prendre en charge et de faire avancer leurs projets de sociétés. Après les indépendances, la dégradation rapide des systèmes multipartistes politiques au profit de régimes politiques totalitaires et autocratiques, avec des partis uniques, puis des coups d'État militaires, a annihilé toute velléité de pensée autonome jusque dans les années 1980. Les intellectuels avaient alors généralement le choix entre le cimetière ou l'exil<sup>11</sup>. Sur le plan économique, beaucoup de pays africains ont connu une forte inflation et ont vu leur dette extérieure exploser<sup>12</sup>. Après la signature du plan de Lagos en 1980<sup>13</sup>, qui n'a pas été appliqué, les États africains ont dû solliciter l'aide des institutions financières internationales qui leur ont d'abord imposé des politiques d'ajustement structurel sous forme de prêts pour corriger leurs errances de fiscalité. L'aide au développement internationale a toujours été conditionnée par la mise en œuvre de politiques économiques et sociales pensées en Occident et exportées en Afrique, et ces dernières ont contribué à rendre les gouvernements de plus en plus dépendants de l'aide extérieure et de l'idéologie sous tendue par cette dernière. Les politiques d'austérité imposées par les programmes d'ajustement structurel et les mesures de rééquilibrage les balances fiscales inappropriées ont déboussolé l'Afrique<sup>14</sup>. Dans le cadre de ses programmes, la Banque Mondiale a même soutenu la

position selon laquelle l'Afrique n'avait pas besoin d'universités mais plutôt d'institutions techniques capables de soutenir ses programmes. Ces politiques ont largement contribué au phénomène de « fuite des cerveaux ». En effet, beaucoup d'intellectuels africains ont trouvé un emploi dans des projets de développement internationaux offrant de meilleures perspectives d'avenir que leur continent. Ils ont ainsi laissé des espaces vides ou quasi-vides dans le système de réflexions et de recherche.

La période de libéralisation économique a largement façonné le développement des think tanks en Afrique. À l'origine, il existait deux catégories de think tanks : ceux, affiliés au pouvoir politique, qui recevaient des financements étatiques, et les indépendants, qui devaient trouver des subventions par eux-mêmes. Dans les années 1980, certains chercheurs et intellectuels en exil sont rentrés sur le continent pour créer leur propre think tank et beaucoup d'entre eux ont reçu des financements de bailleurs occidentaux qui voulaient soutenir le développement de l'Afrique. Cependant, ils ont été forcés d'adapter leur agenda de recherche aux demandes et aux intérêts de leurs donateurs. L'influence de ces derniers a finalement eu pour effet de limiter les initiatives locales dans le domaine de la recherche<sup>15</sup>. Cette hiérarchisation des thématiques par les bailleurs est encore valable aujourd'hui, comme en témoigne le 5<sup>e</sup> sommet des think tanks africains organisé en avril 2018 à l'initiative de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) et de ses partenaires<sup>16</sup>, sur la lutte contre le chômage en Afrique. Ce thème est assez révélateur des intérêts des pays occidentaux, qui voient dans la lutte contre le chômage des jeunes un moyen de limiter les flux migratoires vers l'Occident, et plus particulièrement vers l'Europe.

Au-delà de l'indépendance de la recherche, se pose la question de l'indépendance financière des think

11. KOM Ambroise ; « Intellectuels africains et enjeux de la démocratie : misère, répression et exil » dans Politique africaine ; n° 51 ; octobre 1993.

12. Entre 1980 et 1996, la dette des pays d'Afrique sub-saharienne est passée de 60,7 milliards de dollars à 231,3 milliards de dollars (Sources : FMI, Banque Mondiale, OCDE).

13. ROBERT Anne-Cécile, « Le plan de Lagos » dans Libre-échange : la déferlante ; « Manière de voir » #141 ; le Monde diplomatique ; juin - juillet 2015 ; <https://www.monde-diplomatique.fr/mav/141/ROBERT/53043>

14. LUMUMBA-KASONGO Tukumbi ; Structural Adjustment and The Crisis in Africa : Economic and Political Perspective ; New York : The Edwin Mellen Press ; 1992.

15. DATTA Ajoy and KIMENYI Mwangi S. ; Think tanks in sub-Saharan Africa : how the political landscape has influenced their origins ; Overseas Development Institute ; December 2011.

16. La Commission de l'Union africaine, la Banque africaine de développement (BAD), l'Agence de planification et de coordination du NEPAD et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique sont les partenaires habituels de l'ACBF mais cette année elle a également pu compter sur le soutien de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, l'Initiative Think Tank, la Fondation William et Flora Hewlette, la Fondation Bill et Melinda Gates, le Réseau régional des instituts de recherche sur les politiques agricoles (ReNAPRI) et l'Alliance pour le partenariat africain.



tanks. Depuis la crise financière de 2008, les financements publics ont été considérablement réduits et les donateurs privés n'octroient quasiment plus de financements à long terme, comme en témoigne l'abolition des subventions de base de la ACBF. Les procédures bureaucratiques imposées par les bailleurs institutionnels, tels que l'Union Européenne (UE), sont de plus en plus lourdes et chronophages et ces derniers sont aussi plus réticents pour financer de nouvelles organisations, par manque de confiance. Les jeunes think tanks se trouvent ainsi pris dans un cercle vicieux : ils n'arrivent pas à employer durablement leurs membres par manque de financement et ne peuvent lever de fonds par manque de ressources humaines. Le think tank ghanéen IMANI (Center for Policy and Education), pourtant reconnu comme l'un des think tanks les plus influents en Afrique sub-saharienne, fait face à ce type de difficulté. Soulignons, à ce propos, qu'il n'emploie aujourd'hui qu'un seul salarié. À terme, ce modèle ne paraît pas pérenne.

Plus largement, la question du financement constitue l'un des principaux défis pour la viabilité des think tanks africains à long terme. Cette question était au cœur du «Africa Think Tank Sustainability Forum», organisé en novembre 2017 par la Brookings Institution, le Wilson Center, le Programme pour les think tanks et la société civile de l'université de Pennsylvanie et la Fondation Getúlio Vargas.

En Afrique, les think tanks indépendants restent paradoxalement très dépendants des bailleurs occidentaux. Ils peinent à diversifier leurs sources de financements et donc à imposer leurs propres programmes de recherche. Parfois accusés d'être les bras armés de l'Occident, ils sont encore trop souvent perçus comme une forme de menace par les dirigeants africains, qui préfèrent s'entourer de leurs propres conseillers politiques pour prendre des décisions en matière de politique internationale.

### ***C) Les think tanks face à l'autoritarisme politique : une partie perdue d'avance ?***

Dans plusieurs pays d'Afrique, le développement des think tanks reste ainsi limité par plusieurs facteurs. C'est particulièrement le cas dans les pays dirigés par des régimes autoritaires. En Afrique centrale par exemple, l'université de Pennsylvanie ne recense que deux think tanks en Centrafrique et au Gabon, trois au Congo et au Tchad, quatre au Burundi et huit en République démocratique du Congo (RDC) et au Rwanda. Il n'y avait d'ailleurs qu'un représentant de la région lors du dernier sommet des think tanks africains qui s'est tenu au Ghana.

Pour les dirigeants autoritaires, le travail des think tanks est souvent perçu comme une menace pour leur régime. Ils cherchent donc plutôt à éviter que les think tanks travaillent sur des sujets qui concernent leurs affaires diplomatiques. En RDC par exemple, les négociations entre le gouvernement et les États européens sur l'exploitation des ressources naturelles, se déroulent en huis clos. C'est ainsi qu'en juin 2017, le directeur Afrique du Quai d'Orsay, Rémy Maréchaux, et le conseiller Afrique de l'Élysée, Franck Paris, se sont discrètement rendus à Lubumbashi pour discuter de plusieurs dossiers économiques et sécuritaires avec le pouvoir congolais. Les échanges ont notamment porté sur des pistes de prospection de la société Total pour l'exploitation de gisements pétroliers congolais dans le lac Albert. L'entreprise a d'ores et déjà obtenu la prolongation de sa licence d'exploration du site pétrolier bloc III Graben Albertine (qui devait expirer en janvier 2018)<sup>17</sup>. L'Espagne s'intéresse, quant à elle, au potentiel hydraulique de la RDC et c'est d'ailleurs la société de Florentino Pérez «Actividades de Construcción y Servicios» (ACS), qui a été choisie, aux côtés d'un consortium chinois, pour un projet de relance du barrage Inga III, dont le montant est estimé à 13,9 milliards de dollars<sup>18</sup>. Pourtant, cette société est accusée d'être impliquée dans plusieurs affaires douteuses, notamment dans le financement illégal du parti populaire galicienne en 2013 et la même année, dans une autre affaire de corruption, liée à un appel d'offres de l'institut des Routes d'Angola, relatif à un contrat de 300 millions d'euros<sup>19</sup>. En échange de ces contrats juteux, le pouvoir congolais a pu compter sur le soutien diplomatique de ces deux États, notamment au sein du Conseil de sécurité de l'ONU<sup>20</sup> et au sein

17. WONDO Jean-Jacques ; La Françafrique newlook de Macron au chevet de Joseph Kabila, Desc-wondo, octobre 2017 ; [https://desc-wondo.org/fr/diplomatie\\_francafrique\\_newlook\\_de\\_macron\\_au\\_chevet\\_de\\_j\\_kabila\\_doc\\_special/](https://desc-wondo.org/fr/diplomatie_francafrique_newlook_de_macron_au_chevet_de_j_kabila_doc_special/)

18. Inga 3 : l'entreprise du président du Réal de Madrid impliquée dans le projet ; MediaCongo ; juin 2018 ; [https://www.mediacongo.net/article-actualite-39255\\_inga\\_3\\_1\\_entreprise\\_du\\_president\\_du\\_real\\_de\\_madrid\\_impliquee\\_dans\\_le\\_projet.html](https://www.mediacongo.net/article-actualite-39255_inga_3_1_entreprise_du_president_du_real_de_madrid_impliquee_dans_le_projet.html)

19. En 2013, Eurofinsa, une société espagnole du consortium proInga formé autour d'ACS, a été accusée de vouloir influencer un appel d'offres de l'institut des Routes d'Angola, relatif à un contrat de 300 millions, moyennant la fourniture d'argent, de bijoux et d'automobiles de luxe. L'affaire a été classée par la justice espagnole.

20. Une réunion de haut niveau du conseil de sécurité de l'ONU sur la RDC s'est tenue le 19 septembre 2017 au siège de l'ONU à New York, sous la présidence du chef des opérations de maintien de la paix, dont le département (Department of Peacekeeping Operation) a toujours été une

de l'UE. En janvier 2018, la France et l'Espagne ont d'ailleurs bloqué une résolution de l'UE condamnant les violences du régime de Joseph Kabila contre les manifestations pacifiques du 31 décembre 2017<sup>21</sup>. Il apparaît ainsi qu'aucun de ces États n'a intérêt à ce que ces négociations soient rendues publiques et débattues car elles terniraient leur image diplomatique. Par conséquent, bien que certains sujets soient stratégiques pour leur développement de l'Afrique, ils sont peu abordés et les acteurs diplomatiques traditionnels voient d'un mauvais œil l'entrée en jeu de nouveaux protagonistes, qui pourraient menacer leur hégémonie.

Les régimes autoritaires exercent souvent un fort contrôle sur les médias et la société civile dans leur pays. Au Cameroun, par exemple, depuis le mois de janvier 2017, le gouvernement a raffermi son contrôle sur les flux d'informations en faisant adopter une loi qui prévoit des «sanctions pénales contre ceux qui se rendraient coupables d'émission ou de propagation de fausses nouvelles, notamment à travers les réseaux sociaux». Il a même imposé un véritable black-out numérique pendant plusieurs mois dans deux régions anglophones qui se disent victimes de discriminations. En RDC et au Tchad, le gouvernement n'hésite pas à restreindre, voire à couper, l'accès à internet et aux réseaux sociaux pendant les périodes de manifestations politiques. En RDC, l'accès au site du think tank Desc-Wondo, qui travaille sur les thématiques de sécurité et de défense évoquées plus haut, est régulièrement coupé dans le pays et le site a également fait l'objet de plusieurs cyberattaques<sup>22</sup>. Au Rwanda, les chercheurs qui souhaitent publier des chiffres contredisant ceux du gouvernement doivent d'abord obtenir une autorisation officielle<sup>23</sup>. Cette censure constitue un véritable obstacle à l'activité des think tanks.

---

sorte de chasse gardée de la France. C'est d'ailleurs actuellement le français Jean Pierre Lacroix qui occupe le poste de Secrétaire Général adjoint aux opérations de maintien de la paix de l'ONU.

21. TILOUINE Joan; RDC: La France confrontée à une campagne hostile sur les réseaux sociaux; *Le Monde*; janvier 2018.

22. WONDO Jean-Jacques; Restauration de DESC après une cyberattaque menée par la Démiap (FARDC); Desc-Wondo; juillet 2015; <http://desc-wondo.org/fr/restauration-de-desc-apres-une-cyberattaque-menee-par-la-demiap-fardc/>

23. SUNDARAM Anjan; Rwanda: Kagame's Efficient Repression; *The New York Review of Books*; August 2017; <https://www.nybooks.com/daily/2017/08/04/rwanda-kagame-efficient-repression/>

Comment assurer, dans un tel contexte, la diffusion de leurs idées? Les think tanks doivent apprendre à faire preuve de flexibilité et s'adapter à la conjoncture diplomatique, lorsque celle-ci leur est favorable. C'est le cas du Centre d'Études pour l'Action Sociale (CEPAS) en RDC, le seul think tank d'Afrique centrale présent lors du dernier sommet des think tanks africains à Accra, qui a pris part au processus de révision du code minier, initié par le gouvernement en 2012. Dès le début, il a contribué au travail d'analyse de la loi minière et a joué un rôle central dans la coordination des plaidoyers de la société civile, regroupant une trentaine d'organisations. En 2013, le think tank faisait partie des représentants de la société civile dans le cadre des travaux tripartites avec le gouvernement et les entreprises minières. Ces réunions ont permis aux parties prenantes d'arriver à un consensus sur plusieurs points proposés par la société civile, qui ont été intégrés aux propositions d'amendements. Rappelons, à ce propos, que le projet de loi portant sur le code minier aurait dû être voté au cours de la session parlementaire de septembre 2015 mais il a fallu attendre décembre 2017 pour qu'il soit voté par l'Assemblée Nationale, puis finalement par le Sénat en janvier 2018. C'est notamment grâce aux pressions exercées sur le gouvernement (conférences de presse, lettre ouverte au Premier Ministre, etc.) et au plaidoyer adressé aux parlementaires, que les efforts des organisations de la société civile ont fini par payer. Ces organisations ont fait un important travail de sensibilisation auprès des parlementaires, en organisant des rencontres avec des députés, des sénateurs, les commissions impliquées dans la révision de la loi minière (les commissions Ecofin, Environnement et Politique administrative et juridique) et les présidents des groupes parlementaires, pour qu'ils acceptent de porter la voix de la société civile au Parlement. Elles ont également produit un document de plaidoyer présentant 12 raisons de soutenir le projet de loi modifiant et complétant le Code minier de 2002<sup>24</sup>, qui a été présenté aux parlementaires, à l'occasion de différents ateliers de sensibilisation. Enfin, elles ont participé aux débats qui ont eu lieu en séances plénières à l'Assemblée Nationale. Au final, le CEPAS estime qu'environ 40 % des propositions d'amendements des organisations de la société ont été intégrées au nouveau code minier, promulgué par Joseph Kabila au mois de mars 2018<sup>25</sup>. De son côté,

---

24. Les 12 raisons de soutenir le projet de loi modifiant et complétant le Code minier de 2002, Coordination des Plaidoyers de la société civile sur la Gouvernance des Ressources Naturelles, Editions CEPAS, octobre 2016.

25. Rapport d'activité, CEPAS, 2017.

le gouvernement a profité du fait que cette loi soit présentée comme celle de la société civile pour faire passer certaines mesures qui lui sont favorables mais qui étaient mal perçues par les entreprises minières. Il s'agit notamment de la sur-taxation des superprofits et de la hausse de la redevance minière de 2 à 10 % pour les minerais stratégiques. Il est peu probable que cette nouvelle manne serve à financer les infrastructures de base dont la population a besoin, ce qui montre que le combat des organisations de la société civile pour la gouvernance des ressources naturelles est loin d'être terminé. Cependant, c'est grâce à leur plaidoyer, leur professionnalisme et leurs efforts de coordination que ces dernières ont pu contribuer à certaines avancées.

Dans plusieurs pays d'Afrique, des facteurs politiques, diplomatiques et économiques entravent le développement des think tanks et la stratégie qu'ils mettent en œuvre ne semble avoir qu'une faible influence sur ces facteurs. Cependant, il existe parfois des fenêtres d'opportunité qui montrent que rien n'est joué d'avance. Sur l'échiquier diplomatique, les pions peuvent être renversés à tout moment en fonction des alliances qui se font et se défont et les think tanks doivent être capables de s'adapter à une nouvelle donne stratégique.

## II - INFLUENCER L'AVENIR DU CONTINENT

### *A) Le plaidoyer au cœur de la stratégie des think tanks*

Ce qui fait la spécificité d'un think tank en tant qu'acteur diplomatique, c'est sa capacité à influencer les décideurs et les politiques publiques. Pour cela, il doit savoir sur quoi il veut précisément exercer une influence et quels changements il veut apporter. Ensuite, il doit être capable d'identifier les défis auxquels les pays risquent, à l'avenir, d'être confrontés.

À titre d'exemple, International Crisis Group (ICG), qui a été classé 52<sup>e</sup> think tank le plus influent au monde par l'université de Pennsylvanie en 2017, est considéré comme un acteur diplomatique à part entière sur la scène internationale. Très présent en Afrique, il a récemment mené une campagne de plaidoyer dans le cadre de la crise burkinabè avec succès. L'objectif était de convaincre les politiques et autres décideurs influents du pays de s'attaquer aux causes sociales de la crise au lieu d'adopter une stratégie de lutte contre le terrorisme, au moment où les attaques se multipliaient dans le Nord du pays.

ICG bénéficiait déjà d'une importante crédibilité dans le pays où le think tank travaillait depuis de nombreuses années. Il avait aussi publié un rapport

qui pointait du doigt les risques d'un maintien au pouvoir de Blaise Compaoré en juillet 2013, un an avant que le président ne soit renversé par un soulèvement populaire. En maintenant des relations continues avec les décideurs politiques et les personnalités influentes du pays, le think tank a réussi à créer un climat de confiance avec ces derniers. Cependant, il reconnaît que dans d'autres pays, comme le Cameroun, le travail d'analyse critique est très mal reçu par le pouvoir politique et les relations sont beaucoup plus tendues<sup>26</sup>.

Trois mois après la publication de son rapport sur la crise burkinabè<sup>27</sup>, le rapport avait été lu en français et en anglais plus de 21 000 fois. Le jour de sa parution, ICG avait organisé un atelier de restitution à Ouagadougou, auquel ont participé des représentants de plusieurs ministères, des officiers de l'armée burkinabè, d'anciens ministres, des chefs coutumiers peul, des diplomates, des universitaires et des membres de la société civile, etc. Les conclusions et les recommandations du rapport ont aussi été présentées à des maîtres coraniques rencontrés par l'équipe de ICG au moment du cycle de recherche.

Le travail de plaidoyer déborde très largement la question de la communication puisque c'est à l'occasion de ce type de rencontre qu'un « vrai dialogue » s'instaure : lorsque différents acteurs de la société civile se sentent entendus, ils sont aussi plus à l'écoute des points de vue divergents et c'est à ce moment-là que des solutions peuvent être trouvées.

Là où certains think tanks vont employer le ton de la dénonciation pour défendre leurs causes, ICG adopte une position plus modérée, dans la recherche du compromis avec les parties prenantes au conflit. C'est finalement la capacité des think tanks à réunir plusieurs acteurs autour de la table des négociations qui permet d'initier une réflexion commune trouver une solution politique.

### *B) L'Afrique des idées*

En 2008, l'indice Global Go to Think Tank de l'université de Pennsylvanie recensait 424 think tanks en Afrique et dressait une liste des 25 meilleurs think tanks sur le continent. En 2017, cette liste a été élargie à 90 organisations sur 664 recensées sur le continent. Cela signifie d'une part que les think tanks africains produisent un travail de meilleure qualité, et d'autre part, que dans de plus en plus de pays d'Afrique, les décideurs et la société civile sont plus favorables au débat, à la pluralité des idées et au fait qu'elles peuvent être utiles pour la formulation des politiques.

26. Entretien avec des anciens analystes de International Crisis Group, juillet 2018.

27. Le 12 octobre 2017.



L'Afrique du Sud est le pays qui compte le plus grand nombre de think tanks. Le Economic Policy Research Institute (EPRI) est un think tank indépendant, créé en 1994, au moment de la fin de l'apartheid, dans le but d'accompagner le processus de transformation socio-économique et le développement du pays. Il est classé 3<sup>e</sup> des think tanks avec un budget annuel inférieur à 5 millions de dollars par l'université de Pennsylvanie<sup>28</sup>. Spécialisé dans la recherche liée aux questions de protection sociale, ce think tank est étroitement associé à la conception des politiques publiques dans ce domaine. Son expertise est reconnue à l'international puisqu'il fournit une assistance technique dans la mise en œuvre de programmes de protection sociale à plusieurs gouvernements et organise des formations auxquelles participent des hauts fonctionnaires, des diplomates et les représentants étatiques de nombreux pays (Népal, Zambie, Tanzanie, Pakistan, République démocratique du Congo, etc.). Il travaille également en collaboration avec des organisations internationales telles que la Banque mondiale, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), pour laquelle il a par exemple produit un manuel sur la protection sociale et les bonnes pratiques en matière de transfert social. Cette démarche vise à développer des liens entre les décideurs politiques et à renforcer la coopération Sud-Sud en matière de protection sociale.

Au Sénégal, le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA) est un think tank dont l'influence dans les milieux décisionnels africains est largement reconnue. Il occupe la 4<sup>e</sup> place des meilleurs think tanks africains dans le classement l'université de Pennsylvanie, la 37<sup>e</sup> place des think tanks ayant le plus d'impact sur les politiques publiques et la 50<sup>e</sup> place de ceux qui organisent les meilleures campagnes de plaidoyer. Créé en 1974, à l'initiative d'universitaires africains, le CODESRIA a pour but d'organiser et de soutenir les réseaux de recherche à travers le continent. C'est une plateforme de rencontre qui permet aux chercheurs d'impulser un certain nombre d'idées sur le continent et le reste du monde, mais vu à partir de l'Afrique<sup>29</sup>. La force du CODESRIA réside dans

son réseau de chercheurs transcontinental et dans sa capacité de publication. Chaque année, le think tank produit près d'une centaine de publications (des ouvrages, des journaux, des rapports, des notes d'analyse politique, etc.) sur des sujets multidisciplinaires. Il est d'ailleurs également classé 28<sup>e</sup> meilleur think tank au monde avec des programmes de recherche transdisciplinaires. Cela en fait une source d'information extrêmement riche pour les diplomates et autres décideurs politiques. Le think tank a notamment signé plusieurs conventions avec des organisations régionales africaines. Il travaille également avec la Commission économique pour l'Afrique (CEA) des Nations Unies sur la rédaction de la revue de la transformation de l'Afrique. Cette dernière regroupe des travaux de chercheurs et de praticiens francophones et anglophones, travaillant dans les organisations et universités sur la transformation des sociétés africaines. Elle présente des recommandations pratiques, qui doivent aider les décideurs dans la formulation de politiques. Cet accès privilégié aux enceintes décisionnaires panafricaines et internationales constitue un potentiel important pour peser dans les relations diplomatiques africaines.

Au Ghana, le think tank IMANI, créé en 2004, est lui aussi très bien classé par l'indice de l'université de Pennsylvanie. Il occupe actuellement la troisième place des meilleurs think tanks d'Afrique subsaharienne. Il a fait un gros travail pour développer sa communication sur internet, dans les médias et sur les réseaux sociaux. Il a notamment créé une plateforme d'analyse en français, appelée IMANI Francophone, qui traite des mêmes thématiques que le think tank anglophone mais pour les pays d'Afrique francophone occidentale et en particulier le Togo, la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Mali, le Sénégal, le Burkina Faso et le Niger. Toujours selon l'indice de l'université de Pennsylvanie, IMANI est bien classé parmi les think tanks dont les vidéos sont les plus regardées (17<sup>e</sup>), ceux qui ont la meilleure utilisation d'internet (38<sup>e</sup>) et des réseaux sociaux (51<sup>e</sup>). Grâce à ses interventions et ses publications en français et en anglais, IMANI est l'un des think tanks qui bénéficie de la plus grosse couverture médiatique en Afrique de l'Ouest. Il a également développé des initiatives intéressantes visant à évaluer les institutions et les politiques publiques mises en œuvre en Afrique de l'Ouest en vue d'encourager les décideurs à réformer le secteur public. L'initiative IPLISA au Ghana, aussi développée sous

28. Les critères de sélection utilisés par le Programme pour les think tanks et la société civile de l'université de Pennsylvanie pour réaliser l'index Global Go to Think Tank sont détaillés à la page 31 et 32 du rapport de 2017.

29. CHONGWANG Julien; Comment le CODESRIA est devenu le think tank N°1 d'Afrique; SciDevNet; février

2017; <https://www.scidev.net/afrique-sub-saharienne/r-d/actualites/codesria-premier-think-tank-afrique-sub-saharienne.html>

le nom de «Africa performance index» pour le reste de l'Afrique de l'Ouest, est un outil de recherche qui permet de classer les institutions du secteur public sur la base de différents indicateurs quantitatifs, notamment l'amélioration des systèmes de contrôle des comptes, la transparence dans la gestion administrative, les réformes de la gestion fiscale, etc. Au Ghana, l'initiative met plutôt l'accent sur la capacité des institutions à faciliter la participation des citoyens dans l'exécution de leur mandat (notamment sur les questions de transparence financière et de redevabilité). Le think tank est également à l'origine de du projet IMANIFESTO, qui vise à évaluer la faisabilité des programmes politiques des partis candidats au moment des élections présidentielles et le taux de réalisation de leurs promesses politiques une fois au pouvoir. Plusieurs acteurs politiques au Ghana, au Bénin et au Nigéria ont pris part à ce projet. Début 2018, IMANI a d'ailleurs publié un rapport d'évaluation sur la première année au pouvoir du parti présidentiel ghanéen, le Nouveau Parti Patriotique (NPP). Avec un budget annuel inférieur à 5 millions de dollars, ce think tank a pourtant réussi à devenir un acteur incontournable dans son pays en matière de politique publique (en particulier pour les questions économiques et liées à l'éducation) et son expertise est même sollicitée par d'autres décideurs politiques, en Afrique et ailleurs.

Les think tanks africains font preuve de plus en plus d'ingéniosité et de créativité pour faire valoir leur expertise et se distinguer des organisations internationales et non gouvernementales avec lesquels ils partagent les mêmes espaces et qui, souvent dans le passé, questionnaient les pratiques et les actions des gouvernements africains. Même si les relations entre les think tanks et les décideurs politiques en sont encore à leurs balbutiements, certains ont compris avant d'autres que les think tanks pouvaient participer au processus de réflexion politique, faire des analyses prospectives et des évaluations en lien avec les gouvernements comme avec la société civile. Pour les décideurs qui savent les exploiter, les think tanks peuvent constituer de véritables outils d'influence au service de la politique extérieures des États, tout en conservant leur indépendance intellectuelle et financière.

### ***C) Des partenaires stratégiques : entre défis et opportunités***

Sur le continent mais aussi dans le reste du monde, de plus en plus d'acteurs souhaitent renforcer leurs liens de coopération avec les think tanks africains, car ils ont pris conscience qu'ils peuvent être les acteurs diplomatiques de demain et de futurs partenaires stratégiques.

Depuis 2008, l'ITT, dirigée par le Centre de recherches canadien pour le développement international (CRDI)<sup>30</sup>, soutient 18 think tanks dans huit pays d'Afrique sub-saharienne<sup>31</sup>. L'aide comprend des financements de base, complétés par une assistance technique, qui doit permettre le développement ciblé des capacités des think tanks en matière de recherche, d'influence politique, de communication et d'efficacité organisationnelle. Il est difficile de dresser un bilan définitif de ce programme avant son achèvement en 2019, d'autant plus les résultats dans les différents domaines d'intervention de l'ITT varient selon les contextes nationaux. Les think tanks ont conscience de l'importance de l'influence politique mais il est difficile de mesurer s'ils ont réellement compris comment exercer cette influence. L'évaluation à mi-parcours semble indiquer que l'initiative a surtout renforcé les organisations les plus fortes et maintenu à flot les plus faibles. Cependant, au lancement du programme, seuls trois des 18 think tanks figuraient parmi les meilleurs think tanks africains de l'indice *Global Go to Think Tank*, alors qu'ils ont tous été intégrés au classement depuis 2016. Il sera donc intéressant de regarder l'évolution de ces think tanks après la fin du programme pour évaluer la durabilité de ses effets.

Plus récemment, d'autres initiatives organisées en partenariat entre des think tanks africains et des partenaires techniques et financiers ont vu le jour. Depuis 2014, le Programme pour les think tanks et la société civile de l'université de Pennsylvanie, l'ACBF, la CEA et la Commission de l'Union africaine soutiennent l'organisation du sommet des think tanks africains, qui attire chaque année un nombre de participants croissant et de nouveaux partenaires. Cette année, plus de 200 participants se sont réunis dans le cadre du 5<sup>e</sup> sommet à Accra, au Ghana. Ce sommet comptait non seulement des think tanks, mais aussi des universitaires, des décideurs politiques, des communautés économiques régionales (CER) et des jeunes de la société civile. Ce forum de discussions a permis aux think tanks d'échanger sur des problématiques communes liées à leur stratégie de communication, leur management, leurs sources de financement, etc. mais aussi de déterminer les axes de travail les

---

30. L'ITT est financée par la Fondation Bill et Melinda Gates, le Département du développement international (DFID) du Royaume-Uni et la Fondation Hewlett

31. Les six donateurs ont versé plus de 200 millions de dollars à l'ITT depuis le lancement du programme en 2008 pour soutenir 43 think tanks en Amérique latine, en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud.

plus pertinents pour influencer le pouvoir politique dans le cadre de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et l'Agenda 2063. Chaque sommet donne lieu à une nouvelle série de recommandations mais celles qui concernent les moyens d'assurer la viabilité des institutions, les défis institutionnels, le renforcement des capacités et la rétention des talents sont systématiquement renouvelées. Ceci montre qu'il est encore difficile pour les think tanks africains de relever ces défis individuellement. En revanche, l'institutionnalisation du sommet et la création du Réseau des think tanks africains (ATTN) sous l'autorité de l'ACBF, préconisées durant le deuxième sommet en 2015, constituent une étape importante dans la mise en œuvre de ces recommandations.

Il est certain que le soutien financier apporté par les partenaires internationaux leur donne un certain droit de regard sur les activités des think tanks africains et un certain pouvoir d'influence. Cependant, ils appuient également ces organisations dans leur démarche d'émancipation intellectuelle. Il revient donc aux think tanks africains de saisir ces opportunités pour réfléchir de manière indépendante sur les problèmes de l'Afrique et du monde, dans une perspective africaniste.

Les États sont aussi de plus en plus nombreux à se tourner vers l'Afrique, y compris par l'intermédiaire de leurs think tanks. L'organisation de sommets entre think tanks de différents pays peut être un moyen développer des relations diplomatiques sans pour autant engager directement la responsabilité étatique. L'Espagne, par exemple, est un pays qui entretient des liens économiques et diplomatiques importants avec l'Afrique. Elle compte 41 représentations diplomatiques à travers le continent. En 2014, elle a été élue membre du conseil de sécurité de l'ONU, notamment grâce au soutien des pays africains. C'est d'ailleurs pour les remercier que Felipe VI s'est rendu à Addis-Abeba, pour son deuxième voyage en Afrique, en janvier 2015, à l'occasion d'un sommet de l'UA<sup>32</sup>. En novembre de la même année, l'Espagne, par l'intermédiaire de Casa Africa<sup>33</sup>, a également invité plusieurs chercheurs africains à participer à un sommet réunissant des think tanks africains et espagnols à Las Palmas.

---

32. VILLACEQUE Marie, Espagne : les rois de la diplomatie en Afrique, Jeune Afrique, juillet 2017.

33. Casa Africa est un consortium public qui dépend du ministère des Affaires étrangères et de la coopération, du gouvernement autonome des Canaries, de l'agence de coopération internationale pour le développement et de la mairie de Las Palmas de Gran Canaria.

À cette occasion, les participants ont pu réfléchir à des défis communs tels que les enjeux migratoires, le changement climatique, ou encore la promotion du commerce avec l'UE. Cette démarche indique que l'Espagne s'intéresse à ce que les think tanks africains ont à dire et reconnaît qu'ils peuvent exercer une certaine influence diplomatique.

Le même type d'initiative est organisé par la Chine depuis 2012, dans le prolongement du forum de coopération Chine-Afrique. Pour les chercheurs africains invités à participer, ce genre d'opportunité paraît séduisante puisqu'elle leur permet de présenter leurs travaux et de développer leur notoriété à l'international. De plus, la Chine est le pays qui compte le plus grand nombre de think tanks après les États-Unis et représente une alternative aux plateformes de dialogue occidentales. Pour la Chine, c'est un moyen d'étendre son pouvoir d'influence sur le continent : en renforçant ses liens de coopération avec les pays africains dans le cadre de l'Agenda 2063, d'une part, et en concurrençant le camp occidental, qui a beaucoup influencé les élites africaines formées à l'étranger, de l'autre. En se présentant comme une puissance à l'écoute de ses interlocuteurs, la Chine met en œuvre une véritable diplomatie parallèle, qui lui permet de diffuser des idées émanant du chef de l'État, présentées sous la forme d'un narratif enjôleur<sup>34</sup>.

Les think tanks africains peuvent tirer profit de ces différentes initiatives pour renforcer leur réseau et leur visibilité sur la scène internationale. Cependant, il leur faut toujours être conscients que dans le domaine de l'activisme scientifique, «there is no free lunch». Selon le réalisme classique encore en vigueur, les institutions et les individus qui coopèrent soutiennent chacun leurs propres intérêts latents ou visibles dans un domaine donné. Le monde de la coopération internationale est celui des luttes des idées et des luttes des pouvoirs politiques et économiques. Les diplomates africains devraient donc davantage œuvrer pour le développement de think tanks leur permettant de maximiser leur pouvoir d'influence dans le cadre de relations bilatérales et multilatérales avec d'autres pays.

## CONCLUSION

Le monde des think tanks est aujourd'hui dominé par des organisations américaines dont le budget annuel dépasse 100 millions de dollars. Il paraît

---

34. EKMAN Alice, «Les think tanks chinois : ambitions et contradictions» dans Politique étrangère, vol. 82, n° 4, hiver 2017-2018.

difficile de les comparer aux think tanks africains, qui commencent tout juste à émerger sur la scène internationale. De plus, contrairement à bon nombre de think tanks occidentaux, les think tanks africains reçoivent peu de soutien de la part de leur gouvernement. Ils peuvent même constituer une menace pour les régimes autoritaires. Très dépendants des financements extérieurs, ils peinent à imposer leur propre agenda de recherche et à faire valoir leur expertise sur des sujets stratégiques pour le développement de l'Afrique. Pour autant, la progression des think tanks africains dans les classements internationaux montre que le travail qu'ils produisent est de plus en plus reconnu pour sa qualité et que, dans certains pays, les décideurs et les sociétés africaines sont plus ouverts au débat et au pluralisme des idées. Dans les pays où le développement des think tanks reste limité, ces derniers doivent garder en tête que le jeu et les alliances diplomatiques sont mouvants et que les régimes autoritaires ne sont pas immuables. Les think tanks doivent donc faire preuve de flexibilité pour s'adapter aux conjonctures et déceler les opportunités politiques lorsqu'elles se présentent.

#### RECOMMANDATIONS À DESTINATION DES THINK TANKS AFRICAINS :

- Embrasser les dynamiques géopolitiques et les politiques de l'économie capitaliste mondiale qui s'articulent autour du multipolarisme et utiliser ce mouvement comme un cadre d'analyse intellectuelle et de négociation ;
- Se former à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication, notamment aux usages d'Internet, pour contourner la censure et porter la voix des Africains à travers le monde ;
- Se centrer sur les idéaux et les principes du panafricanisme réaliste et politique que prône le projet de l'Union Africaine 2063. Ces idéaux et principes remporteront plus de soutiens des femmes et des hommes ordinaires que de ceux qui se limitent uniquement aux exigences du marché global libéral ;

#### RECOMMANDATIONS À DESTINATION DES DIRIGEANTS AFRICAINS :

- Prendre conscience que les pays d'Afrique les plus développés sont aussi ceux qui comptent le plus grand nombre de think tanks et que la participation de ces organisations, qui proposent des idées alternatives, peut être bénéfique au processus de réflexion politique ;
- Investir dans le développement des think tanks afin d'en faire des outils d'influence, destinés à développer de nouvelles relations diplomatiques ou à renforcer celles déjà existantes.

#### BIBLIOGRAPHIE

BOYCO Daniel ; The China-Africa Think Tank Forum and the negotiation of soft power, On Think Tanks ; December 2015.

BROWN Elizabeth, KNOX Aprille, TOLMIE Courtney, GUGERTY Mary Kay, KOSACK Stephen, FABRIZIO Ashley ; Linking Think Tank performance, decisions, and context ; Results for Development Institute and the University of Washington ; July 2014.

CHANCE Alek ; Think Tanks and Tax Status: A note on the 501(c)3 and 501(c)4 Tax Categories ; On Think Tanks ; June 2016.

DATTA Ajoy, YOUNG John ; "Producing Home Grown Solutions: Think Tanks and Knowledge Networks" in International Development ; Development Outreach ; World Bank ; September 2011.

DATTA Ajoy and KIMENYI Mwangi S. ; Think tanks in sub-Saharan Africa: how the political landscape has influenced their origins ; Overseas Development Institute ; December 2011.

KOM Ambroise ; « Intellectuels africains et enjeux de la démocratie: misère, répression et exil » dans Politique africaine ; n° 51 ; octobre 1993.

LÓPEZ-ARANDA Ricardo ; Spanish and African think tanks: thinking about Africa ; On Think Tanks ; March 2016.

LUMUMBA-KASONGO Tukumbi ; Structural Adjustment and The Crisis in Africa: Economic and Political Perspective ; New York: The Edwin Mellen Press ; 1992.

LUMUMBA-KASONGO Tukumbi ; « Capitalism and Liberal Democracy as Forces of Globalization with Reference to the Paradigms behind the Structural Adjustment Programs in Africa » in Politics Administration and Change ; No. 34 ; July-December 2000.

LUMUMBA-KASONGO Tukumbi ; « Liberal globalisation' and movements toward a multipolar politics » in Bandung: Journal of the Global South (2015, 2:9).

MCGANN James G., JOHNSON Erik C. ; Comparative Think Tanks, Politics and Public Policy ; Hardcover ; Edward Elgar Pub ; 2006 ; pp. 195-215.

MCGANN James G. ; 2017 Global Go To Think Tank Index Report ; University of Pennsylvania ; January 2018.

MCGANN James G. ; 2016 Global Go To Think Tank Index Report ; University of Pennsylvania ; January 2017.

MCGANN James G. ; 2015 Africa Think Tank Summit Report: The Rise of Africa's Think Tanks: Practical Solutions to Practical Problems ; TTCSP



Global and Regional Think Tank Summit Reports; 2016.

MCGANN James G.; 2014 Africa Think Tank Summit Report: Think Tanks and the Transformation of Africa; TTCSP Global and Regional Think Tank Summit Reports; 2015.

MEDVETZ Thomas; «Les think tanks aux États-Unis: l'émergence d'un sous-espace de production des savoirs» dans Actes de la recherche en sciences sociales; vol. 176-177; no. 1; 2009.

MENDIZABAL Enrique; First Dialogue between African and Spanish think tanks; On Think Tank; December 2016; pp. 82-93.

LECHERVY Christian; «Les think tanks, des aides à l'action diplomatique de la France» dans Revue internationale et stratégique 2018/2 (N° 110), p. 20-32.

SAINT-GEOURS Yves; Rapport sur les think tanks français: mission d'information et de recommandations; Septembre 2016.

URRUTIA Olivier; Les think tanks servent-ils à quelque chose en France?; Atlantico; 8 juillet 2016.

Think Tank Initiative; Interim Evaluation Report; NIRAS Indevlop; July 2016.

Think Tank Initiative; Policy Community Survey; Report on Africa; September 2013.

Think Tank Initiative; Policy Community Survey; Report on Africa; June 2010.

Transparify; How Transparent are Think Tanks about Who Funds Them 2016; Tbilisi/Georgia; 29 June 2016.

## À PROPOS DE THINKING AFRICA

Crée en janvier 2013 par une équipe de chercheurs et experts africains, Thinking Africa est un institut de recherche et d'enseignement sur la paix. Réseau de jeunes chercheurs, d'universitaires confirmés et d'experts, il offre, aux institutions, aux gouvernements, aux sociétés civiles, et aux organisations, des analyses, recommandations et formations pour vivre la paix sur le continent africain.

Nous publions des notes stratégiques sur les enjeux politiques, économiques et sociétaux en Afrique, formons des hauts fonctionnaires, officiers et décideurs africains au leadership, à la médiation et à la négociation. Nous organisons des conférences scientifiques et débats sur les enjeux névralgiques africains.

Thinking Africa  
25 BP 1751 Abidjan 25  
Côte d'Ivoire